

Lydie Cabane
IFRIS, CERMES3
lydie.cabane@sciencespo.fr

Josiane Tantchou
CNRS, LAM
j.tantchou@sciencespobordeaux.fr

Sciences, techniques, et politiques dans l'Afrique contemporaine

Ce panel se propose de questionner le rôle des sciences et des techniques dans les modes de gouvernement contemporain de l'Afrique. Alors même que la mise en réseau de l'Afrique, les modes de gouvernement néo-libéral, les interventions extérieures en matière de développement, ou les politiques publiques reposent sur des infrastructures techniques, des savoirs et des expertises toujours plus importants, la nature de ces derniers et leurs enjeux politiques ont été jusqu'à présent peu traités. Ce manque peut paraître d'autant plus étonnant que l'historiographie de l'Afrique coloniale a depuis longtemps montré le rôle des techniques et des savants dans l'établissement des régimes impériaux et de la connaissance de l'Afrique. L'ancrage de l'Afrique dans la modernité technique et la science et ses enjeux politiques actuels demeurent à explorer. Importer les études sur les sciences et les techniques dans les études africaines offre qui plus est des perspectives nouvelles pour repenser la production du politique en Afrique à partir des instruments autour desquels s'agrègent des acteurs multiples et des savoirs en circulation, comme cela commence à se faire par exemple sur les questions de santé, de chiffrages des politiques économiques ou environnementales. Nous retiendrons deux axes principaux, mais non exclusifs :

- Le premier s'intéressera aux technologies, outils et savoirs qui fondent des formes de gouvernement dans différents domaines : santé, environnement, éducation, agriculture, etc. Il pourra s'agir, par exemple, des systèmes technologiques en réseau destinés à la production de données statistiques qui informent les politiques publiques, les lieux et modes de formation des comités d'experts, l'élaboration de protocoles standardisés et diffusés à large échelle pour « guider » les pratiques et les formes d'évaluation, l'émulation actuelle autour du « benchmarking ». Il pourrait être intéressant de s'interroger sur la façon dont ces diverses techniques outillent l'action politique ou sont porteuses de projets politiques de gouvernement des populations (que l'on songe par exemple aux indicateurs sur la faim).
- Le second questionnera la place des sciences dans la production du politique. Trois questions peuvent être retenues ici : de quelle façon le développement des analyses des sciences et des universités en Afrique soutient et dépend de l'affirmation des États africains ? En quoi les savoirs portés et les promesses de développement qu'ils recèlent se rattachent-ils à des projets politiques, qu'ils émanent des États ou des acteurs internationaux qui préfèrent aujourd'hui bâtir une expertise africaine du développement qu'envoyer des experts extérieurs ? Comment les savoirs agissent en sous-bassement du pouvoir, et d'où émanent ces savoirs ?